

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

L'Edito du Psy - Victoire annoncée de l'abstention aux Européennes : la faute aux Politiques ?



- Politique -
Date de mise en ligne : mardi 2 juin 2009

Nice Premium



Le 7 juin prochain auront lieu des élections au Liban et dans la plupart des vingt-sept Etats-membres de l'Union européenne. Du résultat des premières dépendent des orientations politiques et des projets de société radicalement divergents, non seulement pour le pays en question mais probablement pour l'ensemble de la région. Des enjeux électoraux sensibles pour lesquels chaque voix comptera. Rien de tel malheureusement pour les secondes. Dans le quotidien « Aujourd'hui », vingt-six journalistes étrangers accrédités en France dressent un constat sans appel sur cette campagne européenne : « fadeur », « invisibilité », « désintérêt », « inexistance », « campagne tardive », « absence de débats », « rejet de l'Europe ». On cherchera une appréciation élogieuse. En vain.

Tous les spécialistes s'accordent sur les inévitables conséquences de cette désaffection populaire : en premier lieu, un report éparpillé -et donc sans effet comptable- des voix sur les multiples listes périphériques ainsi que sur celle, nettement plus symbolique, de François Bayrou à même de cristalliser autour de lui frustrations et mécontentements. Il ne sert d'ailleurs à rien d'accuser le leader du MoDem de « narcissisme » ou de stigmatiser son « obsession présidentielle » : contrairement aux répercussions escomptées par le PS et l'UMP, cette stratégie sert largement le député des Pyrénées-Atlantiques en le remplaçant -y compris pour ceux qui auraient eu tendance à l'oublier- au coeur d'une pratique institutionnelle dont l'évolution reste marquée par sa présidentialisation. On ne saurait tirer qu'une gloire bien éphémère de l'extrême personnalisation du pouvoir si l'on en fait vertement grief à son principal concurrent.

Mais la victoire attendue sera celle de l'abstention, probablement massive : plus de 55% dans le « meilleur » des cas, peut-être même des records en Espagne où le seuil des 70% pourrait être franchi. Confirmé, ce phénomène vaudrait avertissement : une sanction des urnes contrainte, pour s'exprimer, de se réfugier dans la non participation ne peut que trahir le manque de confiance dans la capacité des hommes politiques, toutes tendances confondues, à respecter la charge et le message contenus dans le bulletin de vote.

Des responsables politiques qui portent une lourde responsabilité dans cette dynamique négative. On veut bien créditer la présidence française de l'Union et la bonne entente de Nicolas Sarkozy avec la Chancelière Angela Merkel, des heureuses décisions prises par le G20 de Londres. Mais leur tribune commune publiée cette semaine dans le « Journal du dimanche » peine à convaincre par l'emploi d'un vocabulaire passablement usé, déjà exploité dans des circonstances identiques.

Campagnes électorales lancées tardivement afin d'éviter les débats embarrassants, « recyclage » et « parachutages » de ministres désavoués, insertion imposée sur les listes de personnalités locales dont il est permis de douter des compétences européennes, autant d'éléments susceptibles de donner du crédit au « manque d'incarnation du vote européen » dénoncé par l'ancien premier Ministre Alain Juppé.

Alors que l'on vante, ici ou là, le renforcement notable des pouvoirs de l'Assemblée parlementaire de Strasbourg, les déclarations d'un responsable gouvernemental affirmant qu'une « Loi du Parlement européen se s'appliquera pas en France » parce ce qu'elle s'oppose frontalement à une loi hexagonale -en l'espèce, les sanctions en matière de téléchargement illégal sur Internet- ne nourrissent-elles pas ce vaste mouvement de désintérêt ? Comment les réconciliations factices -et de dernière minute- au sein du Parti socialiste ne prêteraient-elles pas, elles non plus, à sourire ?

L'Edito du Psy - Victoire annoncée de l'abstention aux Européennes : la faute aux Politiques ?

Comment, enfin, accepter une philosophie européenne qui consiste à ne tenir compte des consultations que lorsque leur issue est favorable aux attentes de Bruxelles ? Faire revoter les Irlandais jusqu'à l'obtention d'un « oui » au Traité de Lisbonne, contourner le scrutin français par un vote de l'Assemblée nationale, outre le désaveu cinglant infligé aux électeurs, aident-ils véritablement à renforcer la confiance des peuples dans la construction européenne ? C'est à peine si l'on osera évoquer, *horresco referens*, la question de la Turquie dont la Suède, la prochaine présidence tournante, prône ouvertement l'intégration dans l'Union.